

Communiqué

A quand une proposition de loi visant à rouvrir les bagnes ?

22 député-es Les républicains viennent de déposer une proposition de loi « visant à suspendre les droits au revenu de solidarité active pour les personnes qui se rendent coupables d'exactions lors des manifestations et qui se trouvent être bénéficiaires de cette prestation ». Il fallait oser, ils et elles l'ont fait.

Ces député-es, dont le milliardaire Olivier Dassault, proposent donc, de priver certain-es manifestant-es des 550 euros mensuels qui leur permettent de (sur)vivre « en raison de leur participation (armée ou non) à un attroupement, de leur participation armée à une manifestation ou réunion publique autorisée ou de la provocation directe à un attroupement armé », en plus des peines déjà encourues (amende et/ou emprisonnement). Mais ils ne sont pas cruels, cette mesure ne pourrait pas durer plus d'un an !

Alors que le gouvernement monte d'un cran chaque semaine dans la construction d'un arsenal répressif visant à faire taire la colère sociale, cette proposition de loi n'est peut-être pas qu'un « coup de com » de quelques parlementaires. Nous n'oublions pas que la scandaleuse loi anti-manifestation qui vient d'être votée au Parlement par la majorité actuelle était, à l'origine, une proposition des Républicains.

Dans le climat actuel, avec un gouvernement qui reste sourd aux demandes de justice sociale mais organise une répression que l'on n'avait pas vu depuis des décennies, avec des éditorialistes qui suggèrent de « réquisitionner les stades » pour enfermer les manifestant-es arrêté-es, avec un ancien ministre qui souhaite que les « forces de l'ordre » se servent de leurs armes pour tirer sur les manifestant-es, ces 22 député-es franchissent une nouvelle limite. Cela ne peut qu'inquiéter celles et ceux qui sont attaché-es à la liberté de manifester et qui comptent utiliser ce droit pour contester la politique actuelle.

Paris, le 28 mars 2019

**31 rue de la Grange
aux belles 75010 Paris**

**Téléphone : 33 1 58 39 30 20
Télécopie : 01 43 67 62 14**

**contact@solidaires.org
g www.solidaires.org**

